

argent.boursier.com

Pays : France

Dynamisme : 1



Page 1/2

[Visualiser l'article](#)

« Épargnants : attention, l'état veut mettre la main sur votre magot ! »

Grégory Lecler, Président de Prudentia Patrimoine.



Alors que le système économique de la France prend l'eau de toute part, les particuliers auraient épargné près de 130 milliards d'euros sur 2020, soit plus que le plan de relance du gouvernement ! Malheureusement pour eux, et pour le pays, ils privilégient les livrets réglementés ou les comptes courants plutôt que des investissements dans l'économie réelle, plus à même de contribuer à la croissance. De plus en plus de voix se font entendre pour mettre la main sur ce « trésor de guerre ».

Une épargne abondante...

Selon la théorie économique dite de « l'équivalence ricardienne », les agents économiques sont capables d'anticipation rationnelles et, face à la hausse de la dépense publique, ont réagi par une hausse de leur épargne. Ils ont été aidés en cela par les plans massifs mis en place par le gouvernement et qui leur ont permis, globalement, de ne pas perdre en pouvoir d'achat malgré le contexte économique. Qui attire bien des convoitises

argent.boursier.com

Pays : France

Dynamisme : 1

[Visualiser l'article](#)

Ce surplus d'épargne devient donc un sujet de bataille politique. Certains voudraient instaurer une taxe exceptionnelle quand d'autres proposent des incitations à la dépense grâce à des transferts (donations) entre générations. Ce « concours Lépine » des inventions politico-économiques masque les maux profonds de notre pays : un poids de l'État dans le PIB qui bat tous les records (62%), une inefficacité de notre système administratif et un manque profond de culture économique et financière de nos concitoyens en raison notamment de la prise en charge historique par l'État de la santé, des retraites ou encore de l'éducation.

Ce sont les entreprises qui créent la croissance

Cela en ferait oublier que la croissance est le fruit de l'innovation (progrès technique) et de l'investissement. Or, ce dont souffrent le plus nos entreprises, ce sont le manque de fonds propres d'une part et un cadre législatif et réglementaire propice à l'initiative économique d'autre part.

Comme en témoigne le déficit commercial historique pour 2020 (65 milliards d'euros), la France est marquée par l'incapacité des entreprises nationales à répondre à la demande, et non l'inverse. Relancer la consommation ou taxer l'épargne ne pourra en aucune manière être une solution pérenne aux problèmes de compétitivité de l'industrie tricolore.

Si les Français veulent éviter d'arriver à cette solution extrême (captation de l'épargne), ils doivent réorienter leurs placements vers les actifs réels, actions en tête. Et les politiques doivent les encourager, en faisant preuve de pédagogie, et commencer par montrer l'exemple. Il suffit de jeter un œil aux déclarations de patrimoine de nos responsables politiques pour comprendre le « fossé » existant. Quasiment aucun d'entre eux n'investit en actions, par peur certainement que cela soit assimilé à de la « spéculation » d'un averse actionnaire sur le dos des travailleurs. La lutte des classes n'est pas de l'histoire ancienne. Or, nous sommes tous dans la même barque et, celle-ci fuit de toute part.

Il faut renforcer les fonds propres des entreprises

Les entreprises doivent reconstituer leurs fonds propres qui ont été mis à rude épreuve pendant cette crise. Et les prêts garantis par l'Etat ne suffiront pas à éviter la faillite de bon nombre d'entre elles quand il s'agira de les rembourser.

Réorienter l'épargne longue des français vers le financement de notre économie sera la seule issue possible aux problèmes de compétitivité, mais aussi de financement des retraites, ou encore de l'UNEDIC.

Il est temps de privatiser ce qui peut l'être en mobilisant l'épargne des français. Privatiser et laisser l'État se concentrer sur ses missions régaliennes, dont la crise du COVID a montré toute l'inefficacité et les piètres qualités de gestionnaire.

Il faut libérer les possibilités d'investissement, en déplaçant les déductions fiscales de l'épargne retraite (retraite par capitalisation et épargne salariale), ou encore en exonérant d'impôt les plus-values sur actions.

Mais, rien ne sera possible sans une amélioration de la culture économique et financière des ménages. Français, il est temps de mettre votre épargne au travail avant que celle-ci ne soit captée !